

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21955 - 81ÈME ANNÉE

Lettre ouverte aux parlementaires de La Réunion

Le PCR demande la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la réparation de l'esclavage français à La Réunion



Ce 23 décembre, le Parti communiste réunionnais a interpellé les 4 sénateurs et 7 députés de La Réunion « pour demander solennellement la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la réparation de l'esclavage français à La Réunion ». « La création d'une commission d'enquête parlementaire est une étape indispensable pour établir la vérité historique, mesurer les conséquences contemporaines de l'esclavage et

formuler des propositions concrètes de réparation. Il s'agit d'un impératif de justice, de dignité et de responsabilité républicaine. », indique le PCR.

Mesdames et Messieurs les parlementaires de La Réunion ,

Le Parti communiste réunionnais s'adresse à vous pour demander solennellement la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la réparation de l'esclavage français à La Réunion.

Le 10 mai 2001, l'Assemblée nationale a adopté la loi reconnaissant la traite et l'esclavage comme crimes contre l'humanité. Or, s'il y a crime, il y a des victimes, et ces victimes ont droit à réparation. Vingt-quatre ans plus tard, cette question centrale n'a toujours pas été tranchée par la loi française.

L'abolition de l'esclavage en 1848 n'a nullement mis fin au système criminel. À La Réunion, les anciens esclavagistes ont fait venir des dizaines de milliers de travailleurs engagés d'Inde, de Chine, des Comores, de Madagascar et du Mozambique afin de maintenir l'économie de plantation, car les anciens esclaves ne voulaient pas perpétuer ce système. Ces travailleurs furent soumis à des conditions d'exploitation proches de l'esclavage, au point que le Royaume-Uni interdit le recrutement de travailleurs indiens pour les plantations des colonies françaises. Le crime s'est transformé, il ne s'est pas éteint.

Ce crime contre l'humanité n'est pas un simple épisode du passé. Il structure encore profondément la société réunionnaise. Les descendants d'esclaves, privés de leurs noms, de leur histoire et de leurs terres, constituent aujourd'hui l'essentiel des classes populaires et précaires. Les inégalités sociales, foncières et économiques trouvent leur racine directe dans ce passé non réparé.

Il est donc temps de poser une question simple et légitime : quand la France paiera-t-elle pour un système qui a enrichi durablement une métropole et fourni les capitaux de son développement ?

Pendant ce temps, le monde avance. Le 7 septembre 2025, à Addis-Abeba, lors du deuxième Sommet Afrique-CARICOM, l'Union africaine a rejoint la CARICOM pour exiger des réparations de la Grande-Bretagne pour les crimes liés à l'esclavage. Cette dynamique mondiale, amorcée dès 2023 à Accra, vise excuses officielles, fonds de réparation, restitution

des biens culturels, investissements massifs dans l'éducation, la santé et la justice climatique. À l'ONU, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme réaffirme que la justice réparatrice est indispensable pour combattre le racisme systémique.

La Réunion, département français depuis 1946, ne peut rester en dehors de ce mouvement historique. Lorsque la France fut contrainte d'abolir l'esclavage, elle indemnisa les esclavagistes. Aujourd'hui, qui sont les descendants des victimes à indemniser ? Ce sont tous les Réunionnais ayant au moins un ancêtre esclave, c'est-à-dire, en réalité, l'ensemble de la population. Cela appelle une réparation collective, adaptée à notre histoire, inspirée des revendications portées par l'Union africaine et la CARICOM.

La création d'une commission d'enquête parlementaire est une étape indispensable pour établir la vérité historique, mesurer les conséquences contemporaines de l'esclavage et formuler des propositions concrètes de réparation. Il s'agit d'un impératif de justice, de dignité et de responsabilité républicaine.

Dans l'attente de votre engagement sur cette question fondamentale, nous vous prions d'agréer, Mesdames et Messieurs, l'expression de notre considération républicaine.

**Bureau de presse du Parti communiste
réunionnais**

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Le monde a changé

Conférence ministérielle du Forum de partenariat Russie-Afrique au Caire en Egypte

Réunie les 19 et 20 décembre au Caire, la deuxième conférence ministérielle du Forum de partenariat Russie-Afrique a rassemblé 52 États africains autour du renforcement de la coopération politique, économique et stratégique. Madagascar y a défendu une diplomatie d'ouverture fondée sur des partenariats inclusifs, au service de l'Agenda 2063 et du développement national.

Les 19 et 20 décembre, la capitale égyptienne a accueilli la deuxième conférence ministérielle du Forum de partenariat Russie-Afrique, une rencontre d'envergure qui marque un tournant symbolique et politique. Pour la première fois, cette conférence s'est tenue sur le sol africain, réunissant les responsables des Affaires étrangères de 52 États africains ainsi que des représentants de huit organisations régionales d'intégration.

Partenariat stratégique fondé sur le respect mutuel et le multilatéralisme

Le moment central de l'événement fut la séance plénière coprésidée par Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, et Badr Abdelatty, ministre égyptien des Affaires étrangères, de l'Émigration et des Égyptiens à l'étranger. Des messages officiels du président russe Vladimir Poutine et du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi ont réaffirmé la volonté commune de consolider un partenariat stratégique fondé sur le respect mutuel et le multilatéralisme.

Les travaux ont permis une véritable « synchronisation des agendas » autour de la mise en œuvre du Plan d'action Russie-Afrique 2023-2026, adopté lors du sommet de Saint-Petersbourg en 2023. Les échanges ont porté sur le commerce, l'investissement, l'énergie, l'agriculture, l'éducation, la santé, la jeunesse, la sécurité et le transfert de technologies, avec une attention particulière aux perspectives concrètes de coopération économique.

À l'issue de la conférence, une déclaration conjointe a été adoptée, traduisant une convergence de vues

sur les grands enjeux mondiaux et la volonté de préparer activement le troisième Sommet Russie-Afrique prévu en 2026.

Madagascar, acteur engagé d'une diplomatie d'ouverture

Madagascar a pris part à cette rencontre de haut niveau à travers une délégation conduite par Rakotonandrasana Hanitra Velonjara Tiaray, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation. Cette participation s'inscrit dans la continuité des engagements africains du pays et de sa diplomatie d'ouverture, au service de l'Agenda 2063 : "L'Afrique que nous voulons" et du processus de refondation nationale.

Le chef de la délégation malgache a plaidé pour un partenariat inclusif et équilibré, fondé sur des plans d'actions concrets et orientés vers une prospérité partagée. Il a également présenté les avancées récentes du processus de refondation en cours à Madagascar, soulignant l'importance de partenariats diversifiés pour accompagner le développement.

Rencontres de haut niveau et coopération bilatérale

En marge de la conférence, les chefs de délégation africains ont été reçus par le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, qui a insisté sur le rôle central du multilatéralisme face aux défis du développement africain. Par ailleurs, une rencontre bilatérale entre la délégation malgache et Abu Bakr Hefny Mahmoud, vice-ministre égyptien des Affaires étrangères, a permis d'explorer de nouvelles pistes de coopération entre Madagascar et l'Égypte, en cohérence avec les priorités du Gouvernement de la Refondation.

À travers cette conférence, Le Caire s'est imposé comme un carrefour diplomatique majeur, illustrant la montée en puissance d'une Afrique actrice de son destin dans un monde de plus en plus multipolaire.

M.M.

Oté

« Si in moune i malparl in ot avèk ou, tarde pa li sava ossi malparl de ou » : In kozman pou la rout

Mézami zot i koné souvan dé foi demoune la lang i grate é zot i ézite pa malparl inn, malparl l'ot é kan zot i trouv in z'orèye konplézan zot lang na pi d'frin é zot i rakont, i rakont san fèr la par dé shoz.

Si ou sé lo z'orèye konplézan, méfyé aou, pars ou n'a afèr in moune i malparl toute é ninport ki é si li la mal parl in moune avèk ou, talèr li sava malparl aou avèk i n'ot z'orèye konplézan.

In pé i di la-di, la-fé sa sré pou nou konm in éspor nassional mé mi rassir azot la-di la-fé sa i égziss partou dsi la tèr, sa lé pa arienk rényoné mé kom kréol i di : « Avan d' kozé, tourn sète foi out lang dann out boush ! »... Sa va done oaou lo tan apréssyé sak wi sava dir donk pétète pran la déssizyon fèrm out také.

Alé ! Mi kite azot rofléshir la dsi é ni retrouv pli dvan, sipétadyé.

Justin